



PREMIER MINISTRE

# Le courage de **gouverner**, le courage de **réformer**

DISCOURS DE **POLITIQUE GÉNÉRALE**  
DU PREMIER MINISTRE

16 septembre 2014



## Le courage de **gouverner**, le courage de **réformer**

# DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE MARDI 16 SEPTEMBRE 2014 MANUEL VALLS, PREMIER MINISTRE

### Seul le prononcé fait foi



**Voilà l'exigence que je me suis fixée : la clarté, la cohérence et la vérité vis-à-vis du Parlement et donc des Français.**

**Voilà pourquoi le vote de confiance d'aujourd'hui n'est pas un vote banal. C'est un vote déterminant. Il engage chacun d'entre nous.**

Monsieur le président,

Mesdames, messieurs les députés,

Il est rare sous la V<sup>e</sup> République, à cinq mois d'un précédent vote, de solliciter à nouveau la confiance du Parlement. C'est pourtant ce que je fais, aujourd'hui, en me présentant devant vous.

Avec le Président de la République, nous avons fait ce choix exigeant, dès la constitution du nouveau gouvernement. Car la clarification apportée au sein de l'exécutif devait trouver sa traduction, ici même, à l'Assemblée nationale. Par respect à votre égard. Par respect pour le peuple français. Par respect de l'éthique de responsabilité qui m'anime.

Dans ce moment de vérité pour la France, je viens, avec mon équipe gouvernementale, rechercher votre confiance pour poursuivre notre action. Et cela, compte tenu de l'évolution exceptionnelle de la conjoncture économique européenne. Elle se caractérise par une croissance faible et un risque de déflation inquiétant qui remettent en cause nos prévisions les plus raisonnables. J'y reviendrai.

Voilà l'exigence que je me suis fixée : la clarté, la cohérence et la vérité vis-à-vis du Parlement et donc des Français.

Voilà pourquoi le vote de confiance d'aujourd'hui n'est pas un vote banal. C'est un vote déterminant. Il engage chacun d'entre nous.

\*\*\*\*



Et l'importance  
du moment  
nous oblige, tous ici,  
à nous hisser  
à la hauteur  
des événements.

La gauche gouverne, depuis le 6 mai 2012, depuis que les Français, par leurs suffrages, ont porté à la tête de l'Etat, François HOLLANDE, et lui ont donné une majorité, notre majorité.

Oui nous gouvernons. C'est un honneur. C'est une immense responsabilité.

Et l'importance du moment nous oblige, tous ici, à nous hisser à la hauteur des événements.

Le contexte international est rempli de menaces. La crise en Ukraine, les tensions avec la Russie ramènent l'Europe aux heures de la guerre froide. Cet été, la guerre à Gaza a repoussé encore plus loin les perspectives de paix entre Israéliens et Palestiniens. En Afrique de l'ouest, les ravages d'Ebola éreintent des Etats déjà fragiles. Et la Méditerranée est toujours un cimetière pour des milliers de migrants.

Le monde est d'abord confronté à une menace terroriste dont l'ampleur et l'évolution sont inédites. Aujourd'hui même, en Syrie et en Irak, les groupuscules éclatés d'hier sont en passe de s'accaparer des Etats et de l'ensemble des moyens qui vont avec, dans le seul but de démultiplier leur capacité d'action et leur logique de terreur.

Au moment où je vous parle, 930 Français ou résidents sur notre territoire sont impliqués dans le terrorisme en Syrie et en Irak. Ils représentent une menace majeure pour la France.

La France – le Chef de l'Etat, sa diplomatie, ses armées – est pleinement mobilisée pour répondre à ce défi de sécurité, certainement le plus grand de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Elle assume totalement ses responsabilités, celles que l'Histoire lui a données, celles d'un membre permanent du Conseil de sécurité. Elle porte assistance aux Chrétiens d'Orient et aux minorités victimes de la terreur. Elle travaille à une riposte globale sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. C'est l'enjeu du plan de lutte contre les filières djihadistes qui vous est présenté en ce moment. C'est aussi l'un des enjeux de la conférence sur l'Irak, organisée hier à Paris.

Et dans ces moments, face à ces menaces, l'unité nationale s'impose. Je ne doute pas qu'elle sera au rendez-vous.

Il y a aussi la crise économique. Cette crise qui frappe l'Europe et la France depuis 6 ans. Elle brise toutes les certitudes et alimente tous les malaises. Malaise social, malaise démocratique, malaise identitaire. La crise économique ne se résume pas qu'à des chiffres, qu'à des indicateurs, elle tourmente les vies, les quotidiens, les repères, les familles, les quartiers populaires, les territoires ruraux, les liens qui nous unissent.

Et je comprends les impatiences, les doutes, les colères. Ils sont légitimes quand le chômage atteint des niveaux aussi élevés, et depuis si longtemps.

Mais face à cela, quelle attitude faut-il adopter ?

La fébrilité ? Le virage ? Le zigzag ? Le renoncement ? Non !

**Gouverner, c'est résister. Gouverner, c'est tenir. Gouverner, c'est réformer.**

**Gouverner, c'est dire la vérité.**

**Gouverner, c'est aller chercher la confiance surtout quand c'est difficile...**

Je sollicite votre confiance afin de poursuivre notre politique économique.

Je sollicite votre confiance car la politique de mon gouvernement est guidée par les valeurs de la République, des valeurs chères à la gauche, – la Nation, le principe d'égalité et de justice – qui s'adressent à tous les Français.



Gouverner,  
c'est aller chercher  
la confiance surtout  
quand c'est difficile...

# 1. Gouverner, c'est mener une politique économique adaptée à la réalité du pays

## a) Une politique budgétaire calibrée

Personne ne l'ignore sur ces bancs. La France et la zone euro font face à une situation exceptionnelle. La croissance ne redémarre pas. Et s'ajoute à cela une quasi absence d'inflation que personne n'avait anticipée.

Pour 2014, en ce qui nous concerne, l'inflation très faible de 0,5% et une croissance tout aussi faible de 0,4% conduiront à des recettes publiques moins élevées qu'attendues.

Cet été, nous avons fait un choix clair : ni hausse d'impôts, ni économies budgétaires supplémentaires. C'est un choix politique. C'est un choix économique, car nous ne voulons pas entrer dans une spirale dépressive. C'est un choix social, parce que les efforts demandés sont déjà considérables.

Nous adaptons donc le rythme de réduction des déficits à cette situation.

Par conséquent, le déficit des administrations publiques devrait se situer à 4,4% du PIB cette année. Nous avons comme objectif de le ramener à 4,3% en 2015.

Mais rien ne doit nous faire dévier de notre engagement à réaliser 50 milliards d'euros d'économies en trois ans, dont 21 milliards en 2015. Il faut maîtriser l'évolution des dépenses publiques. Leur niveau trop élevé a nourri, depuis des années, l'augmentation du déficit et de la dette. Et nous le savons tous, il y a des marges pour rendre la dépense plus efficace.

Réduire la dépense, plutôt qu'augmenter les impôts ! Nous baissons la pression fiscale, car les impôts, par leur accumulation depuis 2010, ont atteint un niveau insupportable pour les Français. Un premier pas a été accompli en direction de plus de 4 millions de ménages, dès cette rentrée. Et nous poursuivrons ce mouvement en 2015 : 6 millions de ménages seront ainsi concernés par la baisse de l'impôt sur le revenu. Ce choix tire aussi les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel sur les charges salariales.

## b) Relance de la croissance en Europe

Le rythme de réduction du déficit doit être aussi adapté en Europe. Ceci suppose d'utiliser toutes les flexibilités du Pacte de stabilité et de croissance.

Soutenir la croissance en Europe nécessite également une politique monétaire adaptée.

Il y a cinq mois, à cette même tribune, je dénonçais les conséquences d'un euro trop cher. Les réactions ont été très vives. Mais je constate aujourd'hui que cette idée a fait son chemin. Les choses bougent ! Nous les avons fait bouger !

Les décisions de la Banque Centrale Européenne ont permis d'amorcer une baisse de 10 centimes de l'euro par rapport au dollar. Appliquée à toutes nos entreprises exportatrices, cette baisse représente des dizaines de milliers d'emplois préservés. Il faut aller plus loin encore car il y a urgence. La zone euro décroche par rapport au reste du monde.

Nous adaptons donc le rythme de réduction des déficits à cette situation.



Nous baissons la pression fiscale, car les impôts, par leur accumulation depuis 2010, ont atteint un niveau insupportable pour les Français.



Soutenir la croissance en Europe nécessite également une politique monétaire adaptée.



Le président de la BCE, lui-même, Mario DRAGHI a déclaré qu'il était prêt à d'autres types d'intervention pour soutenir la croissance. Il a aussi recommandé que les politiques nationales structurelles soient accompagnées au niveau européen par une politique globale de la demande. Ces positions, ce sont celles que n'a cessé de porter le Président de la République depuis 2012. Le FMI, l'OCDE, de nombreux économistes, les syndicats européens ne disent pas autre chose.

C'est par l'investissement que l'Europe retrouvera une croissance solide et durable. Jean-Claude JUNCKER a annoncé un plan de 300 milliards d'euros pour l'investissement en trois ans. Annoncer est une chose ; le concrétiser en est une autre. Nous travaillons donc pour obtenir une action puissante en matière d'infrastructures, de grands projets, de numérique, ou encore de formation des jeunes.

Mesurons le chemin parcouru !

Cette action pour réorienter l'Europe est vitale. Car nous le voyons bien, le projet européen est menacé de toute part, dans tous les pays, par la défiance, par les populismes, par le rejet de cette grande aventure qui a uni des peuples, qui a garanti la paix.

L'engagement de l'Europe doit répondre à l'attente des peuples. Cela impose un dialogue sincère et exigeant entre la France et l'Allemagne. Nous ne demandons aucune facilité ; la France décide elle seule de ce qu'elle doit faire. Mais l'accord entre nos deux pays est indispensable pour relancer la croissance et redonner au projet européen sa véritable ambition.

L'Allemagne est une grande nation que nous respectons. Je rencontrerai la Chancelière Angela MERKEL la semaine prochaine. Notre message doit être entendu. L'Allemagne doit assumer ses responsabilités. Notre responsabilité commune est donc historique.

### **c) Remettre notre industrie et nos entreprises en mouvement**

Mesdames, messieurs les députés,

La principale faiblesse de notre économie, c'est la perte de compétitivité de nos entreprises. Comme l'a relevé le rapport GALLOIS, dès novembre 2012, un véritable décrochage est intervenu il y a dix ans : perte de parts de marché à l'export, et dégradation continue des marges de nos entreprises industrielles. Ainsi, il n'y a pas eu de créations d'emplois nette dans l'industrie depuis 2001.

C'est pour cela que, par vos votes, vous avez engagé, dès décembre 2012, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, puis, il y a quelques semaines, le Pacte de responsabilité et de solidarité, annoncé par le président de la République. Ces dispositifs commencent à produire leurs effets. Au 1<sup>er</sup> janvier prochain, le coût du travail baissera d'environ 10 points de cotisations pour de nombreuses entreprises, et il n'y aura plus aucune cotisation de sécurité sociale au niveau du SMIC. Mais soyons lucides, ces mesures nécessiteront du temps pour porter pleinement leurs fruits.

Oui nous devons être aux côtés de toutes nos entreprises, de nos entrepreneurs, nos PME, nos PMI, nos artisans, nos commerçants. Car enfin, ce sont les entreprises qui créent des richesses, de l'emploi. Et dans une concurrence mondiale qui ne fait aucun cadeau, pourquoi serions-nous le seul grand pays à ne pas aider nos entreprises pour qu'elles innovent, qu'elles partent à la conquête de nouveaux marchés ?

**Cette action pour réorienter l'Europe est vitale.**

**La principale faiblesse de notre économie, c'est la perte de compétitivité de nos entreprises.**

Les entreprises ce ne sont pas que des actionnaires. Ce sont des ouvriers, des salariés, des cadres, des ingénieurs qui travaillent ensemble. Aider nos entreprises, ce n'est pas un choix idéologique, c'est un choix stratégique. Je n'ai jamais cessé de le dire quel que soit le lieu où je me suis exprimé.

Oui, la Nation consent un effort sans précédent de 40 milliards sur trois ans. Mais cet effort exige que chacun soit à la hauteur de ses responsabilités. Le pacte, ce n'est pas un moyen d'augmenter les dividendes ou les plus hautes rémunérations. Le pacte est là pour créer un climat de confiance et pour redonner des marges de manœuvre aux entreprises. Elles en ont besoin. Et il doit se traduire en termes d'investissement, d'embauches, de formation ou d'accueil de jeunes en apprentissage.

Les partenaires sociaux ont décidé d'en discuter au niveau de chaque branche. Aujourd'hui, la majorité des branches professionnelles a engagé ou va engager les négociations. Mais pour 17 grandes branches, les discussions n'ont pas encore démarré ! Il faut donc que les choses avancent ! La confiance doit être réciproque. Personne – et je le dis clairement au patronat – ne doit prendre le risque d'affaiblir, par je ne sais quelle provocation, par je ne sais quelle surenchère, l'indispensable dialogue social qui est la marque de ce quinquennat. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il faut savoir faire preuve de constance et respecter les règles du jeu.

Je présiderai dans quelques semaines le nouveau comité de suivi des aides publiques. Il associera partenaires sociaux et parlementaires. Et je souhaite alors que nous fassions ensemble le constat qu'aucune des grandes branches professionnelles ne manque à l'appel, pour nos jeunes, pour l'emploi. Je sais que la représentation nationale est particulièrement engagée et vigilante sur ce point, notamment à travers la mission sur le CICE.

Redresser notre économie passe aussi par un soutien direct à notre industrie. Moi, je crois à la main visible de l'Etat. Notre Etat a son rôle à jouer dans une économie de marché. Et c'est ce qu'il a fait dans le cas d'ALSTOM.

L'Etat agit en aidant à l'émergence de leaders français, compétitifs au niveau mondial, dans des secteurs stratégiques. Dans les domaines du TGV du futur, des textiles intelligents, de la chimie verte, du big data, la France a des cartes en main. C'est vrai pour la transition énergétique qui est une avancée majeure – et impérieuse – pour la préservation de notre environnement, mais aussi un formidable relai de croissance pour des emplois durables et non délocalisables. Elle fait l'objet d'un projet de loi que vous examinerez début octobre. L'avenir, c'est bien sûr le numérique, pour lequel s'ouvre une grande concertation, elle aussi préalable à un travail législatif.

Enfin, l'Etat doit agir en orientant l'épargne des Français vers l'économie réelle et en favorisant le financement de l'innovation. Le crédit impôt recherche, le programme d'investissement d'avenir, la BPI ont fait leurs preuves.

L'investissement, c'est la clef de la reprise. Un pays qui investit moins, ou qui n'investit plus, ne pourra pas trouver sa place dans la mondialisation.

#### **d) Lever les blocages**

Redresser notre économie, c'est aider nos entreprises, notre industrie, notre agriculture, notre recherche, notre université, nos scientifiques. C'est favoriser aussi l'économie sociale et solidaire ; elle représente un formidable gisement d'emplois. C'est également mener les réformes nécessaires.

**Aider nos entreprises, ce n'est pas un choix idéologique, c'est un choix stratégique.**



**Le pacte est là pour créer un climat de confiance et pour redonner des marges de manœuvre aux entreprises.**



**Redresser notre économie passe aussi par un soutien direct à notre industrie.**



**Redresser notre économie, c'est aider nos entreprises, notre industrie, notre agriculture, notre recherche, notre université, nos scientifiques. C'est favoriser aussi l'économie sociale et solidaire ; elle représente un formidable gisement d'emplois. C'est également mener les réformes nécessaires.**



Elles commencent bien entendu par les administrations publiques. Nous venons de lancer un exercice de revue des missions de l'Etat. Il associera les collectivités locales et les usagers, particuliers et entreprises, sans oublier bien sûr les fonctionnaires eux-mêmes.

Nous réformons l'Etat. Nous réformons les entreprises publiques, comme nous venons de le faire avec succès pour la réforme ferroviaire. Nous réformons aussi les collectivités locales.

Vous avez déjà voté le passage de 22 à 13 régions. Ce qui, hier, semblait infaisable est donc en passe d'être accompli aujourd'hui. Ces nouvelles régions, plus grandes, plus fortes sont nécessaires pour répondre aux défis de l'aménagement et du développement du territoire. Les intercommunalités seront renforcées car elles sont à même de mener les politiques publiques de proximité qu'attendent les Français. Quant aux départements, vous le savez, le pragmatisme nous guide vers trois solutions.

Dans les départements dotés d'une métropole – c'est l'exemple de Lyon –, la fusion des deux structures pourra être retenue.

Lorsque le département compte des intercommunalités fortes, là, les compétences départementales pourront être assumées par une fédération d'intercommunalités.

Enfin dans les départements – notamment ruraux – où les communautés de communes n'atteignent pas la masse critique, le Conseil départemental sera maintenu, avec des compétences clarifiées.

Je ne doute pas que le Parlement apportera toute son expertise dans ce débat. Les Assises des ruralités que nous venons de lancer y contribueront également.

Dès lors, la concomitance des élections départementales et régionales n'est plus une obligation. Précisons le calendrier : les élections départementales sont maintenues en mars 2015 conformément à la loi votée en 2013. Les élections régionales, avec la nouvelle carte auront bien lieu fin 2015.

Réformer, c'est aussi libérer toutes les énergies créatives de ce pays, simplifier les normes.

Le projet de loi « croissance » permettra de simplifier les formalités, les procédures et la vie quotidienne des Français. Ce n'est pas une loi qui stigmatise. Elle n'est pas contre les professions réglementées ; elle agit pour leur fournir les outils juridiques pour se moderniser.

Elle stimulera l'investissement en rendant plus lisible et plus stable l'environnement législatif et réglementaire. Elle contribuera également à l'attractivité de la France dans le monde avec l'ouverture des magasins le dimanche et en soirée dans les zones touristiques, en nous appuyant notamment sur le rapport BAILLY.

Concernant la politique de l'emploi, il est possible de donner de la souplesse et de la visibilité aux entreprises, tout en améliorant les droits réels des salariés. Nous l'avons montré, au cours de deux dernières années, avec plusieurs lois issues d'un accord entre partenaires sociaux. Une nouvelle négociation, vous le savez, vient d'être lancée sur ce que l'on appelle les seuils. Il y a, d'ici la fin de cette année, un chemin à trouver qui permette d'avoir un véritable dialogue social dans l'entreprise, en fonction de sa taille, sans entraver leur croissance. Progrès économique et progrès social sont intimement liés.

Une politique de l'emploi plus efficace, c'est aussi un soutien plus fort et un suivi plus personnalisé, exigeant même, pour les demandeurs d'emploi, qui, cependant, ne doivent pas être stigmatisés. Personne n'aspire à devenir chômeur,



**Précisons le calendrier : les élections départementales sont maintenues en mars 2015 conformément à la loi votée en 2013.**

**Les élections régionales, avec la nouvelle carte auront bien lieu fin 2015.**



**Réformer, c'est aussi libérer toutes les énergies créatives de ce pays, simplifier les normes.**

ni à la rester. Une nouvelle convention tripartite Etat/Unedic/Pôle emploi doit être signée d'ici la fin de l'année : elle devra améliorer l'action de Pôle emploi pour mieux connaître les besoins des entreprises et utiliser toutes les potentialités du numérique.

Nous devons aussi impérativement encourager l'apprentissage qui recule depuis quelques années. La mobilisation des entreprises est essentielle : même lorsqu'il y a moins d'embauches du fait de la crise, il faut former davantage.

Nous nous retrouverons à la fin de la semaine avec les partenaires sociaux et les régions pour cette relance de l'apprentissage. Et si certains blocages freinent la réussite de notre politique d'apprentissage, nous les lèverons !

Oui nous réformons, et nous allons continuer à le faire.

Mais réformer, ce n'est pas casser. Réformer, ce n'est pas régresser.

Et comme je l'ai déjà dit, il n'y aura pas de remise en cause des 35 heures ni de la durée légale du travail.

Réformer, ce n'est pas réduire le SMIC.

Réformer, ce n'est pas supprimer le CDI.

Réformer, ce n'est pas diminuer les salaires dans la fonction publique.

Réformer, ce n'est pas casser notre modèle social.

Réformer, c'est affirmer des priorités en refusant l'austérité.

Quand nous créons 60 000 postes dans l'Education nationale, près de 5 000 dans la Justice, la Police et la Gendarmerie, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand nous préservons le budget de la culture pour la création et le spectacle vivant, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand nous augmentons le RSA de 10% et que nous lançons un grand plan de lutte contre la pauvreté, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand nous créons les emplois d'avenir et une « garantie jeunes » pour aider à débiter dans la vie, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand nous augmentons l'allocation de rentrée scolaire et les bourses pour les étudiants, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand nous permettons à 150 000 personnes depuis 2012 de partir à la retraite dès 60 ans, nous ne faisons pas de l'austérité.

Quand – et je vous l'annonce aujourd'hui – nous revalorisons le minimum vieillesse à 800 euros, et quand, de plus, nous verserons aux retraités qui perçoivent moins de 1200 euros par mois une prime exceptionnelle, malgré la faible inflation, nous ne faisons pas de l'austérité.

Nous protégeons les plus fragiles, les plus modestes.

Nous défendons notre modèle de société !

Quand nous investissons massivement pour réaliser de grandes infrastructures de transports, avec les collectivités territoriales, nous ne faisons pas de l'austérité. Nous préparons l'avenir. Pour cela, il faut des moyens financiers ; et les contrats de projets État-région 2015-2020, seront signés d'ici à la fin de l'année, engageant ainsi 1,8 milliard d'euros de financement de l'Etat. Et nous devons tout faire pour préserver la capacité d'investissement des collectivités territoriales.



**Nous devons aussi impérativement encourager l'apprentissage qui recule depuis quelques années.**



**Quand – et je vous l'annonce aujourd'hui – nous revalorisons le minimum vieillesse à 800 euros, et quand, de plus, nous verserons aux retraités qui perçoivent moins de 1200 euros par mois une prime exceptionnelle, malgré la faible inflation, nous ne faisons pas de l'austérité.**

**Nous protégeons les plus fragiles, les plus modestes.**  
**Nous défendons notre modèle de société !**

Au fond, la seule question qui doit nous occuper, c'est mener les réformes indispensables, avec courage, mais sans remettre en cause notre modèle social. Ce modèle auquel je suis attaché, auquel les Français sont attachés, et qui est même une part de notre identité, l'héritage de deux siècles de conquêtes sociales. Ce modèle, il faut l'adapter, le réinventer, mais il n'a pas vécu, il n'est pas dépassé. Il est au cœur de notre pacte républicain.

Ce débat doit s'ouvrir pleinement, devant les Français, y compris avec un ancien président de la République.

Quelle France voulons-nous ?

Quelle France voulons-nous pour nos enfants ?

Quel modèle de société défendons-nous ?

Alors, j'entends les diverses propositions alternatives de l'opposition, notamment celles réclamant 100 ou 150 milliards de coupes budgétaires. Tout est possible... Mais, il faut dire la vérité aux Français et leur expliquer à quel prix et pour quels sacrifices ! Combien de suppressions de postes dans l'Education nationale ? Combien de suppressions de postes dans les hôpitaux ? Combien de suppressions de postes dans la police, la gendarmerie et nos armées !

Ces choix, vous les proposez !

Ces choix, nous les refusons !

Il faut donc assumer ce débat. Projet contre projet. Chiffrage contre chiffrage. Voilà une vraie confrontation démocratique et utile pour les Français.

\*\*\*\*

Mesdames, messieurs les députés,

Gouverner, c'est agir. C'est affronter les difficultés. Y répondre. Et regarder la France telle qu'elle est.

## 2. Gouverner, c'est unir autour des valeurs de la République

Ce que je ressens profondément, dans le climat actuel, c'est que nous devons nous rassembler autour des valeurs que nous partageons tous, qui dépassent tous les clivages. Chaque mot compte. Je le dis avec gravité : réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale, appeler à la démission du Chef de l'Etat, c'est mettre en cause nos institutions. C'est donc vouloir affaiblir la France.

### a) Une crise de valeurs, une crise de citoyenneté, des fractures.

Oui, il y a une crise des valeurs, une impression que les règles qui fondent notre pacte républicain ne sont pas respectées. La société est dure, souvent violente. Elle est marquée par la montée des incivilités, par des défis permanents lancés aux figures de l'autorité : nos enseignants, nos juges, les parents, nos forces de l'ordre. Il y a aussi cette remise en cause de la laïcité et cette montée préoccupante des communautarismes. Le racisme, l'antisémitisme, l'intolérance, les actes anti-musulmans, anti-chrétiens, l'homophobie gagnent du terrain.

Lorsque nos valeurs vacillent, c'est la République qui recule.

Nous sentons bien, également, que notre pays se fragmente entre les gagnants et les perdants de la mondialisation.

Dans les périphéries, les villes moyennes, les petites villes, les espaces ruraux, la vie de tous les jours se dégrade. Des usines se délocalisent, des exploitations agricoles disparaissent, des emplois sont détruits. Des familles sont obligées d'aller vivre toujours plus loin des centres-villes. Les trajets en voiture s'allongent et coûtent cher. Les opportunités professionnelles se réduisent, alors que la pauvreté, la précarité s'étendent.

Il y a aussi ces quartiers devenus de véritables ghettos urbains, où l'échec de l'urbanisme dicte bien souvent l'échec social. Très souvent, les trafics, les petits caïds, tentent d'y imposer leur loi, en faisant régner la peur.

Là encore, c'est la République qui recule.

Oui, des citoyens se sentent abandonnés. Alors, de plus en plus nombreux, ils se replient sur eux-mêmes. Ils se désintéressent du débat public, car ils n'y croient plus.

Et si certains font le choix du repli, c'est aussi parce que la République n'a pas su tenir ses promesses. C'est parce que 30 ans de politique d'intégration, en faisant le choix de se diriger vers des populations en fonction de leurs origines, ont fait fausse route.

Ces abandonnés de la République, tous, essayent, comme ils le peuvent, de trouver la protection que nous ne savons plus leur offrir.

Et moi, je crois que c'est là que se trouve notre principal combat ! Le combat qui doit tous nous animer, nous mobiliser sur ces bancs, parce que nous aimons la France, et que nous voulons le meilleur pour elle.

Nous devons retrouver nos valeurs, et notamment la plus essentielle de toutes : l'égalité.

Lorsque nos valeurs vacillent, c'est la République qui recule.



Nous devons retrouver nos valeurs, et notamment la plus essentielle de toutes : l'égalité.



## b) Retrouver des valeurs de la République

Retrouver les valeurs de la République, c'est rendre concrète, pour chaque citoyen, peu importe ses origines, sa couleur de peau, son sexe, la promesse républicaine. Peu importe aussi qu'il ait ou non une religion. La laïcité, c'est le droit de croire ou de ne pas croire. Et c'est un bien si précieux dans notre République. Alors arrêtons de stigmatiser les populations en les ramenant constamment à leurs origines, à leur religion. Nous ne pouvons plus tolérer ces propos, ces actes, notamment contre l'Islam. Bien-sûr l'Islam doit s'organiser dans le cadre des valeurs républicaines. Mais les musulmans de France sont des citoyens à part entière et la République doit protéger l'ensemble de ses citoyens.

C'est cela une politique de citoyenneté qui mobilise, bien sûr, nos politiques de droit commun – l'école, la santé, ... –, la nouvelle géographie de la politique de la Ville, les investissements pour la rénovation urbaine. Mais qui, d'abord, respecte et fait preuve de considération à l'endroit de tous. Que l'on soit Français depuis peu, ou depuis des générations. L'immigration, c'est une chance, une opportunité, un dynamisme pour notre pays. Mais pour réussir, elle doit être organisée, régulée. Nous le devons à tous ces nouveaux arrivants. Nous le devons aussi à la France.

Pour se construire, une nation a besoin de symboles : notre drapeau, notre hymne national. Elle a besoin d'ordre et de règles. Car quand il n'y a ni ordre, ni règles, ce sont toujours les plus faibles qui souffrent en premier. Chaque citoyen de la République a les mêmes droits et les mêmes devoirs. Et c'est à nos policiers, à nos gendarmes, à nos juges, de travailler ensemble pour les garantir et les faire respecter.

Une politique de citoyenneté, c'est aussi une politique qui réaffirme la valeur du travail, de l'effort, du mérite. Et qui reconnaît la créativité et l'innovation. C'est une politique qui défend ceux qui se donnent du mal. Ceux aussi pour qui le travail peut créer des souffrances. Ceux enfin qui aimeraient tant travailler à nouveau.

## c) Le combat pour l'égalité

Enfin, renouer avec les valeurs de la République, c'est reprendre le combat pour l'égalité.

Il doit s'appuyer sur nos administrations, sur l'Etat, qui est l'incarnation de notre modèle social. J'entends ceux qui, sans cesse, demandent « moins d'Etat ». Mais moi, je sais que rien n'est possible sans l'Etat, sans nos services publics, sans nos fonctionnaires engagés, chaque jour, avec dévouement et compétences, au service des citoyens – enfants, personnes âgées, habitants des quartiers. Jamais « moins d'Etat », toujours « mieux d'Etat ». Un Etat qui n'est pas que redistribution par la fiscalité, mais qui sait accompagner et investir dans chaque citoyen.

Et je pense à nos Outre-mer qui font face à une situation difficile marquée par la vie chère, le chômage et les problèmes de logement. Ils peuvent compter sur mon Gouvernement pour leur développement économique et social.

La République a toujours été le patrimoine de ceux qui n'ont rien. De ceux à qui la vie n'a rien donné, ou qui ont tout perdu. Et la mission de mon gouvernement sera de remettre pleinement la République au service de tous, pour casser les inégalités.

Et d'abord, en agissant avec détermination pour l'égalité homme/femme. C'est le principe même de notre société.

Pour se construire, une nation a besoin de symboles : notre drapeau, notre hymne national.

Une politique de citoyenneté, c'est aussi une politique qui réaffirme la valeur du travail, de l'effort, du mérite.

Jamais « moins d'Etat », toujours « mieux d'Etat ».

Et la mission de mon gouvernement sera de remettre pleinement la République au service de tous, pour casser les inégalités.

Lutter contre les inégalités, c'est garantir les droits de tous les Français. C'est lutter avec acharnement pour que les enfants aient la même chance de réussir dans la vie, peu importe le quartier ou le village où ils habitent.

L'école de la République est notre priorité. Nous en augmentons les moyens avec les créations de postes, la relance de l'éducation prioritaire, la priorité au primaire, ou encore la réforme des métiers de l'éducation et la formation des maîtres. Mais augmenter les moyens ne suffit pas, et nous devons avoir une réflexion sur la pédagogie.

Nous ne pouvons accepter de voir se multiplier ceux qu'on appelle les décrocheurs. Ces jeunes qui quittent le système scolaire sans avoir obtenu de diplôme. Tout comme nous n'acceptons pas que 15 % des élèves présentent des difficultés sévères en écriture, lecture, et mathématiques à l'issue du primaire.

L'école, c'est là où s'apprennent les valeurs de la République. Ce doit être un lieu d'apaisement, avec pour seul but l'intérêt de nos enfants. Et je crois que sur ce point, nous pouvons, nous devons nous retrouver.

Le grand dessein de la République, c'est l'égalité des possibles.

Et l'égalité des possibles, c'est pouvoir débiter dans la vie et avoir une deuxième chance lorsque c'est nécessaire. Emploi d'avenir, contrat de génération, relance de l'apprentissage, droit à la formation professionnelle pour tous les salariés : autant de mesures que nous avons prises.

Renouer avec l'égalité républicaine, c'est faire en sorte que plus aucun de nos concitoyens – parce que c'est trop cher, ou parce c'est trop loin – n'ait de mal à se soigner.

Nous devons garantir l'accès à des soins de qualité, et permettre à chacun de vieillir dignement. Nous le devons à nos personnes âgées, nous le devons à ceux qui souffrent de handicaps. Et pour les familles modestes, la généralisation du tiers payant prévue dans le projet de loi Santé, voilà une avancée décisive !

Rendre accessible la justice du quotidien, la faciliter, l'accélérer : voilà le sens de la réforme en cours. Parce qu'un divorce, une querelle entre bailleur et propriétaire, ou un conflit avec son employeur, cela dure toujours trop longtemps. Et cela fragilise toujours les plus modestes.

Renouer avec l'égalité républicaine, c'est aussi faciliter l'accès au logement. C'est pour cela que j'ai annoncé un grand plan de relance. Construire plus, c'est une priorité sociale pour les familles – et c'est important au regard du dynamisme de notre démographie – mais c'est aussi un impératif économique ! Sur l'encadrement des loyers, il faut là aussi être pragmatique. Pas de faux débat ! A Paris, en petite couronne, à Lille, si les choses peuvent avancer, tant mieux ! Ce qui compte aujourd'hui, c'est que l'on construise. Que la confiance revienne dans ce secteur comme dans bien d'autres. Ce qui compte, c'est l'efficacité. Pas l'idéologie.

Remettre la République au service de tous, c'est aussi un accès pour chacun à l'émotion, à la création, à la culture. Une culture exigeante, populaire.

La culture, c'est un moteur économique pour notre pays, pour son rayonnement – grâce à notre langue, la francophonie – pour son attractivité. Mais c'est aussi et surtout l'ouverture aux autres, la construction de l'individu, son émancipation.

**Le grand dessein  
de la République,  
c'est l'égalité des  
possibles.**





**Mon devoir, et notre responsabilité à tous, c'est convaincre chaque Français que la République ne l'a pas abandonné. Que le projet des populistes n'est qu'une impasse. Notre devoir à tous, c'est de cesser de promettre les jours meilleurs, et enfin de les construire.**

Mon devoir, et notre responsabilité à tous, c'est convaincre chaque Français que la République ne l'a pas abandonné. Que le projet des populistes n'est qu'une impasse. Notre devoir à tous, c'est de cesser de promettre les jours meilleurs, et enfin de les construire. Et moi je sais que nous pouvons y arriver. Que nous allons y arriver, si nous donnons le meilleur de nous-mêmes.

\*\*\*\*

Mesdames, messieurs les députés,

Je suis Premier ministre depuis cinq mois. Je mesure, chaque jour, l'ampleur de la tâche qui m'a été confiée par le Président de la République.

Aujourd'hui, je sais qu'en m'adressant à vous, je m'adresse à l'ensemble des Français.

Je sais que très souvent, ils n'y croient plus. Qu'ils se disent : « à quoi bon ? Ce spectacle de la politique politicienne nous afflige ». Je sais aussi que pour vous élus de la République, le climat des dernières semaines fait d'indignité, de narcissisme, d'irresponsabilité rend la tâche encore plus lourde.

La force d'un engagement politique, la force de l'engagement d'une vie, l'exemplarité qu'il impose, je sais ce que cela représente. Je sais ce que cela représente pour vous.

Cette passion que nous avons de la France, cette passion de l'engagement, cette passion de servir, c'est ce qui nous fait tenir. C'est ce qui me fait tenir.

Et face à la responsabilité qui m'a été confiée, je sais quelle est ma mission.

Ma seule mission c'est d'avancer. Avancer contre vents et marées, guidé par une infinie bienveillance pour les Français, guidé par ma passion de la France et le sens de l'Etat. Avancer et gouverner – n'en doutez pas un seul instant – dans la durée.

\*\*\*\*

Notre mission, notre responsabilité, c'est ne pas laisser nos concitoyens tourner le dos à la République. C'est considérer chacun. C'est faire confiance pour redonner confiance.

C'est permettre partout, en métropole et dans les Outre mers, ou à l'étranger, à chaque Français, chaque enfant, chaque étudiant, chaque salarié, chaque retraité, de bénéficier concrètement du progrès.

Notre pays est riche de tous ses talents, de sa jeunesse, mais aussi de tous ces bénévoles engagés dans les associations qui font la force de notre tissu social. C'est aussi cela la générosité et l'optimisme des Français.

Alors, je vous invite à défier la fatalité, les pronostics, les idées reçues qui, à l'étranger ou dans cet hémicycle même, voudraient que notre pays soit incapable de se réformer et de se redresser.

La France n'est pas condamnée à être la nation la plus pessimiste pour peu que nous tordions le cou à la mélodie décliniste.



**La force d'un engagement politique, la force de l'engagement d'une vie, l'exemplarité qu'il impose, je sais ce que cela représente. Je sais ce que cela représente pour vous.**



**Ma seule mission c'est d'avancer. Avancer contre vents et marées, guidé par une infinie bienveillance pour les Français, guidé par ma passion de la France et le sens de l'Etat. Avancer et gouverner – n'en doutez pas un seul instant – dans la durée.**



**Notre pays est riche de tous ses talents, de sa jeunesse, mais aussi de tous ces bénévoles engagés dans les associations qui font la force de notre tissu social. C'est aussi cela la générosité et l'optimisme des Français.**

Questionner, débattre, porter la contradiction, tout cela est légitime. Le dialogue c'est la démocratie. Et moi, je veux dire à la majorité que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous distingue. C'est une gauche moderne, qui a le courage de gouverner, le courage de réformer. Soyons en fiers ! Et je veux dire, aussi, à l'opposition que je considère l'écoute et le respect comme des principes fondamentaux pour l'accomplissement de notre mission.

Et soyons fiers de cette mission que nous toutes et nous tous, avons reçue des Français !

Soyons fiers de les représenter et de travailler pour eux !

Soyons fiers de ce que nous faisons malgré les difficultés !

Soyons fiers de relever de grands défis !

Soyons fiers de redresser notre pays.

Oui j'ai besoin de votre confiance. Hier. Aujourd'hui. Encore. Toujours. Car cette confiance c'est la force que nous allons redonner à la France !

\*\*\*\*

Le courage de **gouverner**,  
le courage de **réformer**